

# La stratégie nationale de l'emploi sera lancée en décembre prochain

Très attendue pour combattre le fléau du chômage, la stratégie nationale de l'emploi ne sera opérationnelle qu'en décembre, alors que l'on s'attendait à son lancement en ce mois de septembre. Le ministre de l'Emploi et des affaires sociales, Abdesselam Seddiki, se veut toutefois rassurant. Il souligne que bien que cette stratégie ne soit pas encore finalisée, certaines de ses dispositions seront incluses dans le projet de loi de Finances 2015.

Prévu initialement en septembre, le lancement de la stratégie nationale de l'emploi n'aura lieu finalement qu'en décembre. L'organisation des ateliers thématiques portant sur les divers aspects du dossier de l'emploi a pris du retard. Jusque-là, trois ateliers seulement ont été tenus. Ils ont porté sur la valorisation du capital humain, les politiques sectorielles et macroéconomiques et l'emploi, la gouvernance du marché de l'emploi et l'intermédiation.

Contacté par le «*Matin*», le ministre de l'Emploi et des affaires sociales, Abdesselam Seddiki, se veut rassurant. Son département accélère la cadence pour lancer la stratégie promise dans les plus brefs délais. Tous les ateliers thématiques programmés seront achevés le 2 octobre. Par la suite, un document synthétique sera discuté avec le gouvernement et les partenaires sociaux et économiques. Sa finalisation est prévue pour novembre afin que la mouture finale de la stratégie soit rendue publique avant la fin de l'année.

Pour que certaines dispositions de la stratégie soient opérationnelles en 2015, M. Seddiki compte convaincre le gouvernement d'introduire dans

le projet de budget, en cours de préparation, quelques mesures. Le week-end dernier, une réunion devait avoir lieu au département de l'Emploi afin de choisir les mesures phares qui seront bientôt proposées au Chef du gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances.

Pourrait-on s'attendre en 2015 à des nouveautés d'ordre fiscal pour booster l'emploi comme le réclame le patronat ? Sur ce point, Abdesselam Seddiki ne donne pas de détails : «*On a toujours pris en considération les demandes des partenaires sociaux et économiques. Sur la fiscalité, le gouvernement a lancé un grand chantier pour la réforme fiscale qui se poursuivra encore dans le cadre du projet de loi de Finances*», s'est contenté de dire le ministre.

Mais au-delà de ce volet, le responsable gouvernemental estime que de grands efforts seront déployés, dans le cadre de la stratégie nationale de l'emploi, pour contenir le chômage, notamment celui des jeunes. Certaines actions sont déjà mises en place, sans attendre le lancement officiel de la stratégie. Il s'agit notamment de la politique territoriale de l'emploi. Selon le diagnostic déjà établi, le défi



Abdesselam Seddiki.

de l'emploi ne peut être relevé que si l'action publique est territorialisée. À ce titre, l'action sur le terrain a été entamée à travers ce que l'on appelle «*les initiatives locales de l'emploi*». Deux expériences fructueuses ont été menées dans deux provinces (Guercif et à Taza) où le ministère a réuni les autorités locales, les opérateurs économiques locaux, le tissu associatif et les organisations syndicales ainsi que les jeunes porteurs de projets. «*Le problème de l'emploi ne se limite pas à Rabat et Casablanca, mais il faut aller dans les provinces et les préfectures, là où il y a des gisements de l'emploi. Il suffit de déclencher le processus. Les citoyens ont, en effet, des idées pour la création d'entreprises, mais la peur les empêche de s'aventurer. Il faut les encourager. C'est de cette manière que l'on peut lutter contre le chômage*», explique M. Seddiki. Il est à noter, par ailleurs,

que le processus de formulation de la Stratégie nationale de l'emploi (SNE) s'inscrit dans le cadre du projet «*Promotion de l'emploi productif et du travail décent des jeunes au Maroc*», financé par l'Agence de la coopération espagnole (AECID) et exécuté avec l'appui technique du Bureau international du travail (BIT) et le ministère de l'Emploi et des affaires sociales. L'objectif est de décliner la vision et les axes prioritaires qui vont structurer l'action publique en matière d'emploi à court, moyen et long termes en conformité avec le projet sociétal de développement du pays. La réalisation de l'étude de diagnostic a constitué la première étape de ce processus de formulation de la Stratégie nationale. En mai dernier, le processus d'élaboration de la stratégie a été lancé en grande pompe à Rabat, en présence des acteurs concernés. ■

Jihane Gattioui

## Cinq principales contraintes

L'étude diagnostique a mis en évidence cinq principales contraintes. Il s'agit en premier lieu du décalage entre le projet sociétal et le système d'éducation et de formation (SEF). Ce dernier semble fonctionner de plus en plus à contre-courant des objectifs du projet sociétal ambitionné. La deuxième limite a trait à la faiblesse de la dynamique de création de

l'emploi, eu égard à l'évolution de la demande sociale pour l'emploi productif et décent. L'étude a également pointé du doigt le caractère segmenté du système d'emploi et les externalités négatives sur le développement de l'emploi productif et décent induites par le fonctionnement du secteur de l'emploi public et celui de l'emploi privé informel. À cela s'ajoutent

les faiblesses de la gouvernance de l'action publique et plus particulièrement de la gouvernance du marché du travail. Enfin, le diagnostic fait ressortir la faiblesse du dialogue social dans sa forme actuelle par rapport aux enjeux stratégiques de la gouvernance de l'action publique en général et de la gouvernance du marché du travail en particulier.